

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Crise et altermondialisme

ATTAC-Genève – Gérard Scheller – Ernest Hamsag

ATTAC a 10 ans

Afrique 4

- BURKINA-FASO
- COTE D'IVOIRE
- SENEGAL
- TOGO

Amérique 9

- ARGENTINE
- CHILI
- COLOMBIE
- COSTA-RICA
- EQUATEUR
- PEROU
- QUEBEC
- URUGUAY

Asie - Océanie 2

- VENEZUELA
- AUSTRALIE
- JAPON

Europe 18

- AUTRICHE
- BELGIQUE
- DANEMARK
- FINLANDE
- FRANCE
- ALLEMAGNE
- GRECE
- HONGRIE
- ITALIE

- JERSEY
- LUXEMBOURG
- PAYS-BAS
- NORVEGE
- POLOGNE
- PORTUGAL
- ESPAGNE
- SUEDE
- SUISSE

Moyen-Orient et Afrique du Nord 3

- LIBAN
- MAROC
- TUNISIE

ATTAC = Association pour une Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Transaction financières : on pense aux opérations de change spéculatives

à hauteur de 3'000 milliards de \$ par jour : en décembre 1997 **Ignacio Ramonet** propose dans le *Monde diplomatique* de créer ATTAC pour une taxe Tobin à l'échelle planétaire.

- proposition positive
- proposition de la société civile qui s'adresse aux gouvernements, aux partis, aux syndicats et aux responsables économiques.

16 mars 1998 à Paris, première rencontre constitutive.

13 mai 1998 création du MCDPF à Genève

30 mars 1999 à Genève, le MCDPF devient ATTAC-genève

Le 25 septembre 1999 une AG constitue ATTAC-suisse

ATTAC-genève : 600 membres dont une quinzaine d'actifs, un comité ouvert par mois (3^{ème} mardi de chaque mois à 20h au local). Des groupes de travail.

ATTAC-suisse : 3000 membres,

- Un mi-temps de secrétaire (partagé en deux).
- Secrétariat collectif (réuni une fois par mois).
- Coordination (une fois par mois).

Forum de Genève 2008 : Finances sans conscience (Evasion fiscale, Crise financière)

Andreas Missbach, Déclaration de Berne - Evasion fiscale et développement

50% à 60% des échanges monétaires passent par les paradis fiscaux.

Le financement du développement des pays du Sud auraient pu être assurés par une somme de 0,12% des pays les plus riches

La « compétition » fiscale est un scandale, est appauvri les Etats.

Les pays producteurs ne reçoivent qu'une toute petite part du prix des produits

Pertes annuelle globale de 245 milliards de \$ (Compétition fiscale, Evasion fiscale des entreprises, Evasion fiscale des plus riches)

En Suisse 2500 à 5000 milliards de \$ sont déposés en tant que fortune privée, entre 50% et 90% ne sont pas taxés à l'étranger

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Crise et altermondialisme

Bruno Gurtner, Tax Justice Network - Le réseau international pour une justice fiscale

Fondé en 2002 à Florence (FSE), actif dans 60 pays, travail de fond sur les questions fiscales

Ronen Palan, prof. d'éco. politique internat., Uni. Birmingham - Crise actuelle et zones offshore

Les activités bancaires sont traitées dans les pays de Nord et les zones offshore ne sont que des boîtes aux lettres

L'essor des zones offshore est très rapide, les débuts ne datent que des années 60.

La crise est accélérée par les hedge funds des zones offshore

Les zones offshore créent la confusion entre entreprises fiables et non-fiables, des entreprises anglaises évitent les impôts en faisant croire qu'elles travaillent pour la charité

Claude Quemar, CADTM - Paradis fiscaux et récupération de biens mal acquis

Les biens des dictateurs sont très souvent déposés dans les paradis fiscaux ou en Suisse. Les tentatives de récupérations pour les pays du Sud sont presque toujours en échec. Les sommes sont énormes et comparables aux dettes du Sud.

Frédéric Lordon, économiste et chercheur CNRS - Pour en finir avec les crises financières

Origine de la crise : la concurrence et l'innovation

Taux de profits / risque = tentation de cacher la dépendance (en cachant les risques)

Accepter le repêchage mais à des conditions qui fassent que c'est la dernière fois la contrepartie est nécessaire

Le contrôle des risques est une chimère. Limiter les risques : c'est le rôle de l'état

Régulation nécessaire pour empêcher les bulles

Level playing field : réguler l'espace international, zone plus restreinte à régulation supérieure avec protection

L'Europe est auto-suffisante, art. 63 du traité de Lisbonne doit être abrogé pour permettre la restriction à la circulation des capitaux (en particulier en provenance des zones offshore) capitaux toxiques, SPV (special purpose vehicle)

3 principes :

1. Paupérisation de la finance et des acteurs financiers (15%, 25%, 40%) avec des risques insoutenables :
 - ordre normal = désophistification = réduction des risques = moins de profitabilité = réduire la complexité = interdire la titrisation
 - déléviérisation = pas de position sur le marché sans solvabilité
 - contrôle politique des entreprises de bourses, sous une forme de nationalisation
 - séparer les taux d'intérêt de l'économie réelle (ou productif, bas) et de l'économie financière (spéculation, taux supérieur)
 - bonus des trader accompagnés de malus des trader
2. Nationalisation du système des crédits et de la finance
 - maîtrise des événements rares comme ce type de crise
 - neutralisation de la concurrence
3. Démarchéisation du financement de l'économie
 - Fermeture de la bourse

Lucy Komisar, journaliste, New York - Quelques exemples d'évasion fiscale

- Vente à découvert de titres (avant de les posséder)
- Prévu : les acheter moins cher plus tard (dans les 3 jours c'est légal)
- Parfois : ne pas les acheter du tout (cas pas sanctionnés) 30 juin 2008 1,2 milliards de titres soit 8,1 milliards de \$
- Spirale de la mort pour liquider une entreprise
- Nom de personnes : Batliner, Badian.